



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

CAHIER
DE
DOLÉANCES DU TIERS-ÉTAT
DE LA PAROISSE
DE SAINT-BEURY EN AUXOIS

PAR
M. DE SAINT-GENIS

Extrait du *Bulletin historique et philologique*, 1900



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCI

3 9015 00121 7440



CAHIER
DE
DOLÉANCES DU TIERS-ÉTAT
DE LA PÂROISSSE
DE SAINT-BEURY EN AUXOIS

Flour de Saint Genis, Victor Benigne

CAHIER
DE
DOLÉANCES DU TIERS-ÉTAT
DE LA PAROISSE
DE SAINT-BEURY EN AUXOIS
PAR
M. DE SAINT-GENIS

Extrait du *Bulletin historique et philologique*, 1900



PARIS
IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCI

HC
277
S25
F56
1901

B2C

Genève & Lilla
GL Rho. } orig. 1789;
De ruelle
1-6-72
782808-124

CAHIER
DE
DOLÉANCES DU TIERS - ÉTAT
DE LA PAROISSE
DE SAINT-BEURY EN AUXOIS.

La valeur historique des cahiers de 1789 est considérable. Vers 1880, le gouvernement a provoqué des études générales tendant à rechercher et à publier ceux de ces documents restés inédits et dont l'ensemble est indispensable pour l'histoire parlementaire de la Révolution française. De nombreux travaux ont été entrepris dans les archives des départements, des communes et dans les greffes judiciaires pour compléter le récolement des cahiers des États généraux de 1789, opéré aux Archives nationales de 1878 à 1880 par ordre du Ministre⁽¹⁾; mais il reste beaucoup à faire et il est à craindre que les plus suggestifs de ces documents ne soient égarés ou détruits⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon*, par M. Duval (Alençon, 1887).

Répertoire des cahiers de doléances de la province de Poitou (cahier de 92 paroisses de la sénéchaussée de Civray, de 45 paroisses de la sénéchaussée de Niort, de 24 corporations de la ville de Saint-Maixent, etc.), publié à Melle en 1888.

Cahiers des doléances des communautés de la sénéchaussée de Draguignan, par M. Mireur (Draguignan, 1889).

Les cahiers des paroisses d'Auvergne, par M. Mège (Clermont, 1899).

Bulletin du Comité des travaux historiques (1888, p. 4; 1889, p. 78; 1890, p. 365, etc.).

La Révolution en province. — L'esprit public et les élections à Châtellerauld, de 1788 à 1790, par M. de Saint-Genis, 1881.

L'esprit public et les élections au Havre, de 1787 à 1790, par M. de Saint-Genis (*Mémoires de la Société havraise d'études diverses*, 1889).

⁽²⁾ Les cahiers des assemblées primaires du bailliage d'Alençon, qu'on croyait perdus, ont été retrouvés en 1878, confondus avec les dossiers du greffe du tribunal civil d'Alençon, lorsque les documents de ce dépôt antérieurs à 1789 furent triés et classés pour être versés aux archives départementales.

Il faut, en effet, distinguer deux catégories de cahiers : les cahiers primaires et les cahiers de bailliages ou de sénéchaussées.

Ceux-ci, résumé doctrinal et administratif des autres, sont les plus connus, ceux qui furent adressés aux Etats généraux ; c'est une refonte, une analyse, la condensation méthodique des réclamations formulées par les corporations et les communautés dans les cahiers individuels de chaque groupe.

Les cahiers primaires, expression primitive et vécue des doléances publiques, ont, au contraire, cette valeur inestimable qui s'attache aux paroles que les convenances officielles n'ont point corrigées.

Certes, les cahiers collectifs, refondus, discutés, pesés par des hommes instruits, compétents, sincères, mettent à nu les vices de l'organisation judiciaire, administrative, religieuse, économique de l'ancienne France ; mais les cahiers primaires nous révèlent dans leur incorrection naïve, l'état psychologique, l'état intellectuel et moral de la nation dans ses couches les plus profondes. Ces cahiers, expression personnelle et directe des vœux et des doléances populaires, ont gardé la saveur du terroir et cette proximité douloureuse des hommes qui, sans souci des idées générales, insistent uniquement sur les maux dont ils souffrent le plus, là où ils vivent. Ces cahiers, par le décousu des réclamations, la minutie du détail, la variété de l'accent, éléments négligeables pour les contemporains qui se bornaient à en tirer la synthèse, restent pour nous une source abondante d'informations et d'aperçus⁽¹⁾.

Précisément parce que les cahiers primaires devaient être fondus dans le cahier régional, on y attacha peu d'importance après qu'ils furent rédigés ; ceux qui restent sont cachés dans des papiers au rebut, et c'est une bonne fortune que d'en retrouver quelques-uns.

Tel est celui de la paroisse de Saint-Beury en Auxois. Il paraîtra d'autant plus intéressant que l'on possède dans cette région très peu de documents de l'espèce⁽²⁾.

L'ancienne paroisse de Saint-Beury est aujourd'hui la commune

⁽¹⁾ C'est l'opinion de M. Jacques Flach (*Bulletin du Comité des trav. hist.*, 1890, t. II, p. 365).

⁽²⁾ Le cahier primaire de Beurizot m'a été communiqué, en décembre 1899, par M. Isidore Cazet, instituteur à Beurizot, connu par de précieux travaux d'érudition locale et par une obligeance rare. C'est à lui que je dois également les détails statistiques sur l'état économique actuel de la commune.

de Beurizot, canton de Vitteaux (Côte-d'Or). Elle se compose de cinq hameaux avec une superficie de 1,340 hectares et une population de 340 âmes.

La superficie se répartit comme suit :

	CONTENANCE cadastrale.
Labours.....	918 ^h 85 ^a 25 ^c
Prés.....	242 22 70
Bois.....	155 93 00
Friches.....	23 34 90
TOTAL.....	1,340 35 85

Il n'y a que 2 hectares de communaux, pâtis libres à la disposition des habitants pour le pacage.

La commune compte 110 maisons.

La population se répartit ainsi :

	NOMBRE D'INDIVIDUS.		
	Hommes.	Femmes.	Totaux.
1786.....	238	262	500
1789.....	201	269	470
1800.....	211	189	400
1899.....	160	180	340

En 1899, sur 135 adultes, on compte 80 propriétaires exploitant, 15 fermiers, 40 ouvriers agricoles ou de métier.

Le nombre des feux par hameau est de :

Lignièrès.....	32
Verchisy.....	46
Lée.....	10
Les Tillots.....	6
Saint-Beury.....	3
TOTAL.....	97

La proportion pour 100 des illettrés est de 2 pour les hommes, de 1 pour les femmes.

L'école n'a qu'un effectif de 38 enfants, dont 24 filles.

Le montant des impôts pour 1899 s'élève à la somme de 11,680 fr. 48, sans non-valeurs ni frais de poursuites.

Savoir :

Impôt foncier	8,662' 84"
Contributions personnelle et mobilière.....	897 28
Portes et fenêtres.....	503 45
Patentes.....	491 91
Prestations	1,125 00
TOTAL.....	11,680 48

Le nombre des centimes additionnels est de 55.

Le territoire est, en majeure partie, la propriété de personnes qui n'habitent pas la commune; sur 310 cotes, 131 seulement concernent des résidents, 179 sont des cotes foraines.

Le document original consiste en un cahier de 3 feuillets doubles de papier écolier, attachés par deux rubans de soie rouge noués en haut et en bas.

En voici le texte. Je me borne au bref commentaire de quelques notes explicatives.

Ce qui en ressort, c'est le progrès matériel et moral énorme réalisé depuis la Révolution par le paysan français.

*Plaintes, doléances et remontrances
de la paroisse de Saint-Beury en Bourgogne.*

La paroisse de Saint-Beury est composée de quatre hameaux : Beurizot⁽¹⁾, L'hé, Lignière et Verchisy. Elle est située en tête de la vallée de Saint-Thibault. Son sol est de difficile culture; il produit du froment et peu de méteil, il y a quelques petits cantons de vigne. Une grande partie de son terrain est en montagne et peu fructueux. Les prairies y sont abondantes; les bois, tous au seigneur, sont en assez grande quantité, mais tellement dégradés, qu'ils ne peuvent suffire au chauffage, encore moins fournir les bois de service, même ceux de labourage. Les habitants sont laborieux, mais réduits à la plus grande misère. La paroisse compte 94 feux⁽²⁾.

⁽¹⁾ Beurizot et Saint-Beury ne formaient, avant 1789, qu'une seule agglomération, le premier dans la vallée, le second sur la montagne. A Saint-Beury étaient le château féodal, l'ancienne église et le presbytère, tous en ruines. Le centre s'est déplacé au profit de Beurizot.

⁽²⁾ Ce qui, avec l'évaluation normale de cette époque, en Bourgogne, soit 5 têtes par feu, donne une population de 470 individus, déjà en baisse de 30 unités sur celle de 1786, à trois ans de distance.

ARTICLE PREMIER.

La masse des impôts dont cette paroisse est surchargée est exorbitante
Elle paie pour :

Grosse taille à vue de rôle	2,320 ⁿ 5 ^s
Capitation.....	407 13
Taille seigneuriale.....	162 17
Taille d'oison ⁽¹⁾	60 00
Taille de maître d'école.....	132 00
Vingtièmes.....	1,164 12
Ensemble	4,247 7
D'où il faut diminuer ce qui est à la charge des proprié- taires forains ⁽²⁾	630 15
Reste à payer par la paroisse seule, sans compter le droit d'endire ⁽³⁾ , les réparations de l'église et du presbytère..	3,616 12

Il est acquis que la paroisse ne possède pas le quart des biens⁽⁴⁾.

ART. 2.

Des 94 feux qui composent la paroisse, il n'y a que 11 laboureurs et 2 propriétaires seulement, encore faut-il qu'ils amodient des prés; 33 habitants peuvent à peine subvenir à leurs pressants besoins et 50 sont réduits à l'aumône⁽⁵⁾.

Voilà les hommes qui paient cette année 1789 pour 3,616 livres 12 sols d'impositions⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Une jeune oie à livrer tous les ans au seigneur; c'était l'équivalent de la poule de coutume que devaient avec le cens les tenures serviles et franchises de l'Auxois (*Monographie de la commune de Chassey-en-Auxois*, par M. de Saint-Genis, Semur, 1897).

⁽²⁾ Évidemment des privilégiés, puisque, propriétaires des trois quarts du territoire, ils n'étaient cotisés qu'à un septième de l'impôt total.

⁽³⁾ La taille féodale ou droit de doubler les taxes d'usage aux quatre cas de noblesse : voyage outre-mer, octroi de chevalerie, rançon de guerre, mariage des filles du seigneur.

⁽⁴⁾ Il en est encore ainsi, à peu de chose près, à cent dix ans de distance.

⁽⁵⁾ Le progrès réalisé en un siècle est donc considérable; au lieu de 2 propriétaires, il y en a 80, et les mendiants, qu'on assiste quand ils traversent la commune, viennent des environs. Cet état explique le nombre de vagabonds et de mendiants qui terrorisaient la France de 1783 à 1790, de la Bretagne à la Franche-Comté. (Voir Taine, *L'ancien régime*, 1^{re} édition, p. 505.)

⁽⁶⁾ Les 3,616 livres d'imposition de 1789, non compris les droits féodaux accessoires, équivalent, estime-t-on, à 12,656 francs de notre monnaie (en mul-

Dans le nombre des exploits de perquisition faits cette année, 11 particuliers n'ont pas eu assez de mobilier et d'effets pour payer leur cote, nouvelle surcharge pour les autres habitants.

ART. 3.

Le terrain de la paroisse serait assez fertile s'il était travaillé; onze laboureurs cultivent aujourd'hui ce que vingt-cinq faisaient il y a vingt-cinq ans (en 1764). De là naît la médiocrité des moissons. Le champ du bon laboureur se distingue au temps de la récolte à côté de celui du manouvrier qui souvent reste inculte. Ce ne sont pas les bras qui manquent mais les facultés pour les faire agir. Il faut des bœufs pour remuer la terre et le particulier manque d'argent pour se les procurer. Depuis vingt ans (1769), il a vendu ses fonds et son bétail pour payer ses créanciers, ou la mortalité habituelle dans cette paroisse le lui a enlevé et, ne pouvant le remplacer, il a été forcé de dételier⁽¹⁾. S'il ne renaît bientôt un nouvel ordre de choses, on ne peut douter que la misère n'arrive à son comble ultérieur. Le fermier ne peut atteindre le prix de ses fermes, tant elles ont haussé, parce que le sous-amodiateur ne peut payer celui de son sous-bail⁽²⁾.

ART. 4.

Pendant l'année 1788, il s'est ouvert une grande route sur le finage de la paroisse⁽³⁾.

Indépendamment des héritages précieux dont elle s'est emparée, elle a

multiplié par 3 1/2). L'impôt direct est donc moins lourd en 1900 qu'en 1789; mais, si l'on tenait compte des impôts indirects (droits de mutation, timbre, frais de justice, etc., etc.), la proportion serait renversée. D'après les calculs les plus approfondis (Rémondière, *Les charges du paysan avant 1789*, t. I, p. 180), à la même époque, en Poitou, l'impôt direct prélevait un tiers des produits de la culture.

⁽¹⁾ Les rapports des intendants, de 1698 à 1710, tracent le tableau de la misère où la guerre et la mauvaise administration avaient plongé le royaume. Le gouvernement raffait les hommes et les écus. Ils se dérobaient devant lui. En 1725, la propriété foncière avait perdu 80 p. 100 de sa valeur sur les prix de 1650. La hausse reprit, de 1750 à 1790, mais l'agriculture et l'élevage étaient ruinés dans les provinces du centre (d'Avenel, *Histoire économique*, t. I, p. 388).

⁽²⁾ L'une des plaies des populations rurales au XVIII^e siècle était l'apreté des fermiers généraux à qui les grands propriétaires affermaient leurs domaines en bloc, et qui exploitaient par des sous-traitants, fermiers et métayers. Il fallait compter aussi avec l'usure qui se dissimulait derrière le bail à cheptel et la vente à réméré. (Voir Taine, *L'ancien régime*, 7^e édition, p. 68.)

⁽³⁾ La route qui motive ces plaintes amères et qui traverse la paroisse va de Semur à Beaune. Elle est classée aujourd'hui sous le nom de route départementale n° 1, de Semur à Verdun sur le Doubs, en passant par Beaune.

causé des torts infinis par le dégât qu'y fait et qu'y fera toujours le transport des matériaux pour son entretien; il faut les aller chercher au loin et de toutes parts, et traverser les champs et les prés pour les rendre à leur destinée.

Peut-on se plaindre ici de la tyrannie exercée par cette route pendant la dernière campagne? Des escouades de cavaliers de maréchaussée, les armes à la main, forçaient le malheureux peuple à travailler et l'arrachaient aux ouvrages nécessaires et pressants de la campagne. Les hommes, les femmes, le bétail, tout était occupé. Une voiture de pierres, prise à une demi-lieue de la route se payait 10 sols⁽¹⁾.

Les exactions des directeurs ont été criantes. Combien de particuliers à qui il en a coûté des sommes de 10, 30 et 40 livres, indépendamment de leur travail? Combien de communautés à qui il en a coûté des sommes de 400 à 600 livres⁽²⁾?

Dans de pareilles circonstances, le peuple a été sans appui, sans défenseur, sans tribunal où il pût porter ses plaintes et invoquer le secours de la loi. Il a fallu subir l'arrêt du despotisme⁽³⁾.

ART. 5.

Les vassaux doivent hommage et soumission à leur seigneur et le seigneur doit la justice à ses vassaux, sur les lieux. Aller à quatre lieues

⁽¹⁾ Les intendants étaient investis en cette matière d'un pouvoir discrétionnaire. Ceux qui étaient intelligents (il y en eut quelques-uns) cherchèrent à concilier l'intérêt public et celui des paysans. En 1787, M. de Blossac, en Poitou, établit un roulement de corvées, à des époques régulières, en avril et mai, puis en septembre et octobre. Turgot, en Limousin, avait été plus libéral encore et obtint d'excellents résultats.

⁽²⁾ La corvée royale, exigée de fait sous Louis XIV en maintes circonstances fut instituée en droit par une simple décision du contrôleur général Orry, le 13 juin 1738. Tous les taillables valides, de 16 à 60 ans, furent tenus, au gré de l'intendant, disposant d'eux par pure mesure administrative, de faire les déblais, remblais, terrassements, cailloutis, sur les routes, à l'instar des réquisitions militaires. En 1766, le Conseil décida que les privilèges qui en étaient exempts pourraient en être tenus par la conversion en argent des prestations en nature. En 1776, Turgot substitua à la corvée une taxe en argent payable par les seuls propriétaires fonciers, privilégiés ou non; mais il semble que l'arbitraire des intendants ne tint pas grand compte des nouveaux règlements, car on trouve, même après cette date, de nombreuses plaintes analogues à celles des paysans de Saint-Beury. En Poitou, la maréchaussée empêchait les corvéables de coucher chez eux lorsque les chantiers étaient trop éloignés de leurs villages et les cantonnait sur place, *manu militari*.

⁽³⁾ Il est fâcheux que le cahier n'entre pas dans des détails plus précis; il s'agissait, évidemment, de faits trop connus pour qu'il fût nécessaire de les raconter. L'arbitraire des corvées était l'un des abus les plus criants de l'ancien régime.

(Semur) trouver son juge est nécessairement un sujet de dépenses pour le vassal. Une femme que son mari laisse en mourant avec quatre, six, dix enfants, ne peut conduire trois ou quatre personnes à une si grande distance pour passer l'acte de sa tutelle, sans des frais considérables⁽¹⁾.

L'absence d'un officier qui ait sur les lieux la manutention de la police, ouvre la porte à une infinité de désordres qui ne prendraient point naissance ou qui seraient réprimés dans leur origine. L'habitant de la campagne, très souvent borné dans ses connaissances et fougueux dans les premiers ressentiments de ses affections, a besoin d'un frein qui le guide ou qui l'arrête⁽²⁾.

ART. 6.

On ne peut douter que le bon ordre en tout ne vivifie tout et ne produise le plus grand bien. La tenue des grands-jours dans les paroisses n'a lieu qu'une fois par an, et avec une telle célérité que son existence devient inutile. Les ordonnances qu'on y publie, les sages règlements qu'on y fait, sont sans fruits, puisqu'ils sont sans exécution⁽³⁾.

ART. 7.

Les droits seigneuriaux ne reconnaissent point de prescription; les droits des particuliers la subissent au bout de trente ans. Pourquoi cette différence dans une société d'hommes libres⁽⁴⁾?

(1) Il y avait alors deux seigneuries se partageant la paroisse de Saint-Beury :

A Saint-Beury, Jean-Baptiste de Brachet, seigneur de Saint-Andeux, chevalier de Saint-Louis. Il émigra en 1791, son château fut démoli.

A Verchisy, François-Frédéric de Fresne, baron de Saint-Beury et autres lieux. Le château de Verchisy existe toujours.

(2) La question des justices seigneuriales est à l'ordre du jour des cahiers primaires. D'après Taine (*L'ancien régime*, 7^e édition, p. 70), toutes les justices seigneuriales, disent les cahiers, sont infestées d'une foule d'huissiers de toute sorte, sergents seigneuriaux, huissiers à cheval, huissiers à verge; il n'est pas rare d'en trouver jusqu'à dix dans un arrondissement qui pourrait à peine en faire vivre deux, s'ils se renfermaient dans les limites de leurs charges. Tous s'entendent comme fripons en foire et se réunissent au cabaret pour y instrumenter, plaider et juger, car ils cumulent tous les emplois.

La paroisse de Saint-Beury ne perdait donc rien à ne pas avoir sur son territoire de juge résidant, et, si l'on en croit les contemporains, l'éloignement du juge était un bienfait plus appréciable que sa proximité, pour les justiciables.

(3) Je n'ai pas trouvé de texte précis expliquant l'origine de la tenue de ces grands-jours à la galopade.

(4) La loi du 4 août 1789 portant abolition du régime féodal, celle des 16-24 août 1790 sur la suppression des justices seigneuriales et l'organisation

Un seigneur fait renouveler son terrier au bout de deux, de trois cents ans; tous ses droits, soit conservés, soit éteints, soit rachetés, revivent à moins que le particulier ne justifie d'un titre de rachat ou d'exemption, titre qui se perd si aisément entre les mains d'un homme de la campagne qui bien souvent ne distingue pas un libellé d'assignation d'une transaction faite avec un seigneur.

A la rénovation du terrier, on lui demande des droits et des échus de vingt-neuf ans en valeur de 100 livres sur un héritage qui souvent n'en vaut pas 50. Il ne lui est pas permis de l'abandonner pour les dus, il faut qu'il paye, quoique quelquefois son argent en ait racheté le droit; mais le titre est perdu.

Quelle injustice⁽¹⁾!

ART. 8.

Le sel est d'une nécessité presque indispensable; il coûte en Bourgogne 14 sols. La cherté de cette denrée fait que la plus grande partie des malheureux habitants n'ont pas la faculté d'en faire usage parce qu'ils manquent de pain plus nécessaire encore.

Oh! que la vie leur est pénible⁽²⁾!

ART. 9.

Il serait utile que le sel et le tabac devinssent un objet de commerce; les peuples en tireraient un avantage considérable⁽³⁾.

judiciaire, enfin celle des 18-29 décembre 1790 sur le rachat des rentes foncières et des droits casuels seigneuriaux, délivrèrent les paysans de France des servitudes des terriers, exploitées abusivement par les procureurs.

Écoutez ce que dit Taine avec son âpre éloquence (*L'ancien régime*, p. 52) :

« Le paysan, âpre au gain, décrié et habitué à tout souffrir et à tout faire pour épargner ou gagner un écu, finit par jeter en dessous des regards de colère sur la tourelle qui garde les archives, le terrier, les détestables parchemins en vertu desquels un homme d'une autre espèce, avantagé au détriment de tous, créancier universel, et payé pour ne rien faire, tond sur toutes les terres et sur tous les produits. Vienne une occasion qui mette le feu à toutes ces convoitises : le terrier brûlera, avec lui la tourelle, et avec la tourelle le château. »

⁽¹⁾ On avait oublié l'origine et le caractère primitif des droits féodaux. Quand la souveraineté ne rend plus de services et que néanmoins elle reste exigeante, on la jette à bas.

⁽²⁾ N'y a-t-il pas une émotion contenue et comme un frémissement de colère dans cette brève exclamation?

⁽³⁾ La Bourgogne était un pays de grandes gabelles. L'impôt y était très lourd et les fermiers du monopole y exerçaient avec une rigueur inexorable le droit odieux de la vente forcée à tant par tête. Il y avait à Dijon un des 17 greniers à sel avec juridiction spéciale et un dépôt à Semur où l'on s'approvisionnait. Les gabelles furent supprimées par la loi du 10 mai 1790.

ART. 10.

Le vœu de la paroisse tend à ce que chacun soit jugé par ses pairs et demande l'abolition entière de la mainmorte, reste de la tyrannie des temps de la féodalité⁽¹⁾.

Fait et arrêté entre nous, les habitants de Saint-Beury soussignés, ceux le sachant, les autres ayant déclaré ne savoir le faire, *mais tous présents* ⁽²⁾, cejourd'hui 13 mars 1789.

JONARD.	A. CONEUX.
J. GAGEY DE LA RIOTTE.	GUILLIER.
E. GABOT.	F. SEIGNOT.
P. GUY.	P. GALLY.
H. CLÉMANCEY.	L. GAGEY.
FLEUROT.	PERROT.
F. ALLIARD.	COLLIARD.
FRUCHOT.	FANNY.
SÉBILLON.	P. FINOT.
BERTRAND.	CLÉMANCEY.
GAGEY.	

Le présent cahier de plaintes, doléances et remontrances de la paroisse de Saint-Beury, contenant onze pages écrites, coté et parafé par première et dernière page, *ne varietur*, par moi Laurent ARVIER, notaire royal à Vitteaux, le 13 mars 1789⁽³⁾.

Par comparaison au cahier primaire de la paroisse de Saint-Beury, rédigé par le notaire Arvier sous la dictée des paysans, il

⁽¹⁾ L'édit de Louis XVI, d'août 1779, avait aboli la mainmorte; mais le Parlement en retarda longtemps l'enregistrement et y ajouta cette clause qui suffisait à en rendre l'exécution impossible : *sans toutefois que les dispositions du présent édit puissent nuire aux droits des seigneurs*. La mainmorte disparut dans la nuit du 4 août 1789.

⁽²⁾ Les habitants ayant tous été présents à la rédaction du cahier, il s'ensuit que la proportion des paysans sachant signer était pour l'ensemble de 10,45 environ (le nombre des adultes n'étant pas précisé), et celle des illettrés de 89,55. Aujourd'hui, comme on l'a vu plus haut, celle des illettrés est de 2 p. 100 pour les hommes et 1 p. 100 pour les femmes.

⁽³⁾ Laurent Arvier, notaire royal, successeur d'Antoine Arvier, son père, qui exerça du 31 juillet 1740 au 18 avril 1787, fut lui-même titulaire de cette étude jusqu'en l'an 1 (*Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur*, 1896. — *Les notaires de l'Auxois, avant et depuis 1789*, par M. de Saint-Genis).

est curieux d'examiner celui de la paroisse de Vic-de-Chassenay⁽¹⁾, rédigé presque le même jour (12 mars 1789), et qui est certainement l'œuvre d'un bourgeois de Semur, magistrat ou avocat, de l'un de ces hommes du tiers qui prenaient la tête du mouvement réformiste et, s'inspirant du mot d'ordre universel, ne se préoccupaient pas uniquement des doléances locales, mais, voyant les choses de plus haut, faisaient la synthèse des réformes réclamées et en donnaient la formule philosophique⁽²⁾.

Sur trois points seulement, le cahier de Vic-de-Chassenay fait écho à celui de Saint-Beury : il demande, pour la création ou l'entretien des chemins, la substitution de la prestation en argent à la corvée (art. X); la suppression de la gabelle (art. XI); le rapprochement du juge du justiciable (art. XIV).

Les treize autres articles, rédigés dans un style rapide, sobre, impérieux, traitent des grandes questions politiques à l'ordre du jour et des problèmes qui agitaient le monde intellectuel. Certes, l'incidence de ces changements ne pouvait qu'améliorer la condition des populations rurales, surtout pour ce qui touchait à la représentation directe du tiers état agricole et à la revision des lois fiscales, mais de simples paysans ne pouvaient en saisir la portée que si elle leur était expliquée par un homme instruit et compétent, à qui ils confiaient la mission de coordonner leurs doléances et qui les subordonnait aux siennes.

Que réclament les habitants de Vic-de-Chassenay?

Que les États généraux réforment les abus de l'administration et ceux de la législation civile et criminelle (art. I); décrètent le principe du vote de l'impôt par les délégués de la nation (art. II et III); l'égalité des charges et la proportionnalité de l'impôt (art. IV); suppriment les taxes arbitraires, notamment en matière de contrôle et d'insinuation, et les remplacent par des tarifs, en remettant la connaissance des conflits aux juges de droit commun (art. V et VI); accordent aux paysans le droit d'être représentés

⁽¹⁾ Vic-de-Chassenay est une commune du canton de Semur, à 20 kilomètres à vol d'oiseau de Saint-Beury. — Voir la *Monographie de la commune de Vic-de-Chassenay*, par M. de Saint-Genis (*Journal de la Société de statistique de Paris*, mai 1884).

⁽²⁾ L'original du cahier de Vic-de-Chassenay est malheureusement perdu, ce qui nous prive des signatures. Une copie ancienne en est conservée aux archives de la commune, et m'a été communiquée par M. Bribant, instituteur, qui se porte garant de son exactitude. En voir le texte à la fin de cette notice.

dans les corps élus (art. VII); réclament que les députés du tiers soient en nombre égal à celui des deux autres ordres réunis et que le vote ait lieu par tête (art. IX)⁽¹⁾; substituent à la charge de la milice une prestation en argent destinée à l'entretien de troupes soldées (art. XII); consacrent la liberté individuelle (art. XIII); fixent à des périodes de trois ans la réunion obligatoire des députés de la nation (art. XV).

Enfin, dans un article final, le cahier déclare que les habitants donnent leur adhésion expresse à toutes les propositions des autres cahiers de communautés, de nature à profiter, soit au tiers état en particulier, soit à la nation en général.

On ne peut formuler que des hypothèses sur le nom du rédacteur de ce cahier, mais, à défaut de certitude, toutes les vraisemblances portent à croire qu'il fut l'œuvre de Jacques Simon, procureur du roi au bailliage de Semur, l'un des fils de Pierre Simon-Godard, mort président au présidial, et qui lui-même habitait dans la paroisse de Vic-de-Chassenay, à la Rochette-de-Sauvigny, propriété de sa famille de 1714 à 1790⁽²⁾.

Le rapprochement de ces deux cahiers, de tons si différents, justifie les appréciations de Taine sur l'effet moral de la vaste enquête populaire qui pendant plus d'un an, de 1788 à 1789, remua les esprits et montra les abus du temps non plus un à un, mais accumulés et écrasants.

Nul mieux que Taine n'a montré le changement qui se produisit alors et rendit l'impatience aussi universelle que l'était auparavant la résignation :

Supposez, dit-il, une bête de somme à qui tout d'un coup une lueur de raison montrerait l'espèce des chevaux en face de l'espèce des hommes, et imaginez, si vous pouvez, les pensées nouvelles qui lui viendraient d'abord à l'endroit des postillons et conducteurs qui la brident et qui la fouettent, puis à l'endroit des voyageurs bienveillants et des dames sensibles qui la plaignent, mais qui, au poids de la voiture, ajoutent tout leur attirail et tout leur poids⁽³⁾.

⁽¹⁾ Le doublement du tiers avait été décidé le 27 décembre 1788, *parce que, disent les Lettres royales, sa cause est liée aux sentiments généreux et qu'elle aura toujours pour elle l'opinion publique.*

⁽²⁾ J'en parlerai avec détails dans l'*Histoire du fief de la Rochette*, dont je réunis les documents depuis vingt ans avec d'extrêmes difficultés, en raison du mauvais état de conservation des archives municipales et notariales de l'Auxois.

⁽³⁾ *La Révolution*, 7^e édition (1878), chap. 1^{er}, p. 11.

Quoi d'étonnant à ce que ces hommes, en apercevant l'étendue de leur misère, en comprenant l'âpreté des commis et des ministres, en devinant une lueur à l'horizon, deviennent ombrageux et rétifs, et s'irritent en ne recevant pas un soulagement immédiat à des maux dont ils n'ont senti toute l'intensité que depuis qu'ils les ont mesurés, additionnés et mis par écrit ?

Aussi s'explique-t-on l'enthousiasme que provoqua quelques mois plus tard la *Déclaration des droits de l'homme* (1^{er} octobre 1789), avant qu'elle ne fût exploitée à contre-sens par le groupe de déclassés et d'exaltés qui s'appela les Jacobins. La France n'est plus qu'une fédération de quarante-quatre mille municipalités⁽¹⁾; elle entre dans cette période de délire *joyeux avant d'être triste*, comme l'a dit un historien, où l'enthousiasme, l'illusion, l'ivresse de la liberté, affolent un peuple qui depuis le xvii^e siècle s'était déshabitué de marcher sans lisières.

Voilà ce que contiennent en germe les cahiers mûrement délibérés des paysans de Bourgogne.

*Cahier des plaintes, doléances et remontrances
dressé par les habitants de Vic-de-Chassenay, le 12 mars 1789.*

I. Les habitants demandent premièrement que l'Assemblée des futurs États généraux s'occupe de ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus dans tous les genres d'administration et dans la législation civile et criminelle.

II. Qu'il soit dit que tous impôts à conserver et ceux à établir ne pourront l'être que du consentement de la Nation assemblée en corps d'États.

III. Que la prorogation d'aucun impôt ne pourra avoir lieu qu'autant qu'elle aura été accordée dans les mêmes formes.

IV. Que tous les impôts que la Nation accordera soient supportés par tous les membres de l'État, indistinctement, suivant leurs propriétés et facultés respectives, et qu'il soit fait une loi constitutionnelle et nationale du tout.

V. Que dans l'établissement des impôts nouveaux ou dans la conservation des anciens, la Nation fasse choix de ceux qui pourront être exacte-

⁽¹⁾ Loi des 14 et 22 décembre 1789.

